

Vers de L'Université Bordeaux

**UN PAYSAGE UNIVERSITAIRE BORDELAIS
EN PLEINE MUTATION**



Trajectoire



Plus value

DISPOSITIF JPP-JV :
L'égalité des chances
revendiquée et labellisée

Au rythme du monde

OLIVIER BARIC :
Parenthèses
en République du Congo

Bertrand Bélinguiér :
Une vie au galop



Édito

Par Vincent HOFFMANN-MARTINOT,
directeur de Sciences Po Bordeaux

La nostalgie... camarades !

Un samedi soir à Sciences Po Bordeaux... Il fallait oser ! Maintenir l'Institut ouvert jusqu'aux environs de 23h pour accueillir une petite centaine d'anciens élèves de Sciences Po Bordeaux, en présence de deux directeurs honoraires (Claude Emeri, directeur de 1977 à 1985 et Robert Lafore, directeur de 1998 à 2007) et de l'équipe de direction actuelle (diplômée, elle aussi, de Sciences Po Bordeaux...), c'était un pari et cela s'est révélé être une chance !

Le samedi 8 janvier 2011 au soir, l'association des anciens élèves, désormais dénommée « Sciences Po Bordeaux Alumni », présidée depuis le 8 novembre 2010 par Bertrand Bélinguier, dont vous lirez la trajectoire personnelle et professionnelle dans les pages de cette nouvelle livraison d'Extension[S], a relevé un challenge passionnant : redonner du souffle au réseau des anciens diplômés de Sciences Po Bordeaux, sur un mode très simple : une rencontre sympathique « sur les lieux-mêmes » non pas du ou des « crimes » commis il y a (pour certains), plus de quarante ans, mais dans le cadre des « années heureuses », celles de l'insouciance de la jeunesse, celles de la vie étudiante.

Cette initiative a été portée par le nouveau bureau de « Sciences Po Bordeaux Alumni », par son président au premier chef, mais aussi par la secrétaire générale dont le dynamisme n'est plus à vanter tellement il fait l'admiration, Cécile Debelleix ; par le trésorier Pierre Dufaure ; par Laurence Delacourt, Véronique Rufas-Guéné, Pierre Favier et par de nombreux autres anciens, avec le concours et le soutien de la nouvelle déléguée générale que j'ai souhaité voir s'impliquer dans le développement de l'association, Cécile Hennequin, responsable, à Sciences Po Bordeaux, du service Stages et Partenariats avec les entreprises.

La richesse d'un réseau « d'Alumni », pour reprendre une terminologie contemporaine, est véritablement stratégique pour un établissement comme le nôtre. Nous avons la chance de compter plus de 8.000 diplômés depuis 1948. Le président Bélinguier, dans son discours du 8 janvier au soir, a employé une très jolie phrase : « Je me suis engagé dans l'association des anciens parce que je veux rendre un peu de ce que cette maison m'a donné »... En l'écoutant, je songeais irrésistiblement au don et au contre-don de Marcel Mauss, à l'échange chez Emmanuel Lévinas et à l'hospitalité évoquée par Jacques Derrida... « Les mots me manquent » déclara un jour ce dernier pour dire merci alors qu'il allait recevoir le titre de docteur honoris causa d'une université que nous connaissons bien car nous y avons fondé, en 1993, une Ecole francophone de science politique, celle de Silésie à Katowice...

Les mots nous manquent en effet pour dire combien nous sommes heureux de voir s'investir une équipe nouvelle, dynamique, enthousiaste, de grands professionnels venus également pour la cérémonie de remise des diplômes à la promo 2010, en novembre dernier : Jean-Jacques Romatet, directeur général du CHU de Toulouse ; Eric Ducournau, secrétaire général des Laboratoires Pierre Fabre ; Francis Dieras, ancien président qui a tant œuvré pour l'association ; le jeune Jérôme Lavergne, un des directeurs du groupe C Discount...

Sciences Po Bordeaux va être confronté à des enjeux considérables dans les cinq ans à venir dont le présent numéro d'Extension[S] vous donne un premier aperçu, en particulier dans son Dossier. Parmi ces défis du futur nous voulons aussi accroître notre diversification sociale dans notre recrutement, faire en sorte que les étudiants d'origine modeste bénéficient d'une contribution plus élevée demandée à celles et ceux qui ont les moyens de payer des études supérieures de grande qualité... Nous sommes persuadés que les anciens diplômés sauront être au rendez-vous du développement de l'école qui a contribué à les former. Mais nous sommes encore plus convaincus que cela ne pourra se faire que dans une recherche toujours accrue de la qualité dans l'offre de formation, dans la mobilisation collective de toutes nos forces et dans une capacité à répondre toujours présents aux mutations qui parcourent en profondeur le paysage universitaire bordelais.

Il y avait de la nostalgie dans l'air, au soir du 8 janvier 2011 lorsque les anciens élèves présents franchissaient, certains pour la première fois depuis 25 ou 30 ans, le seuil de l'amphi Montesquieu ou découvraient avec étonnement les changements survenus dans les locaux de la Bibliothèque centrale. Certains s'étonnaient de voir l'amphi « si grand », d'autres cherchaient la « banque de prêt » à la recherche de telle ou telle figure bibliothécaire dont l'ombre semblait surgir de leurs souvenirs brutalement ravivés (Jacques Bibens par exemple...). Cette nostalgie... camarades, ce n'était pas celle du « paradis perdu », c'était le plaisir simple de constater que ce qui nous a fait ne va faire que grandir dans le futur, avec enthousiasme et optimisme, grâce, aussi, à vous, chères et chers « Alumni » !

Bonne année à toutes et à tous, et, sans faute, prochain rendez-vous à Paris, dès que possible !

Vincent HOFFMANN-MARTINOT



SOMMAIRE

4 **CHRONIQUE**

La petite manufacture de mots

5 **RENCONTRES SCIENCES PO BORDEAUX / SUD OUEST**

Michelangelo Pistoletto : **l'homme d'Evento**

6 **UN PARCOURS AU CRIBLE**

CARRIÈRES EUROPÉENNES : **Une passerelle intracommunautaire**

7-11 **DOSSIER**

Vers L'Université de Bordeaux

UN PAYSAGE UNIVERSITAIRE BORDELAIS EN PLEINE MUTATION

12-13 **PLUS VALUE**

L'égalité des chances revendiquée et labellisée

14-15 **TRAJECTOIRE**

Bertrand Bélinguier :
Une vie au galop

16 **AU RYTHME DU MONDE**

Olivier Baric :
Parenthèses en République du Congo

Directeur de la publication :
Vincent HOFFMANN-MARTINOT
Comité de lecture :
Vincent HOFFMANN-MARTINOT, Didier CHABAULT,
Emmanuel NADAL, Jean PETAUX
Coordination : Jean PETAUX
Rédaction en chef :
Jean-Michel LE CALVEZ, « Person'Alizé »
Edition : Pascal BERNAGAUD, « Com'unique »
Maquette & Mise en page : Thierry PIERS
Photos : Laurent WANGERMEZ
Impression : Imprimerie Laplante, Mérignac
N°ISSN : 1635-3102
Date de publication : 28 janvier 2011



SCIENCES PO BORDEAUX
11, Allée Ausone - Domaine universitaire
33607 PESSAC - CEDEX
Tél. : 05 56 84 42 52 - Fax : 05 56 84 44 00
www.sciencespobordeaux.fr
j.petaux@sciencespobordeaux.fr

« Les instituts ont pour mission de donner à des étudiants, qu'ils se destinent ou non à la fonction publique, une culture administrative générale. Ils le feront avec l'esprit d'indépendance et de désintéressement qui sont le propre de l'université ».
Ordonnance N°45-2283 du 9 octobre 1945, portant création des Instituts d'Études Politiques.

La petite manufacture de mots

Selon une récente étude, l'écriture constitue, après le jardinage, le passe-temps préféré des Français. Les éditeurs réceptionnent chaque jour un flot de manuscrits (plus de six mille à l'année pour Gallimard) dont seule une minorité s'habilleront d'une couverture. Rien d'étonnant, donc, si les ateliers d'écriture prolifèrent, et s'il n'est pratiquement pas de bibliothèque ou de centre culturel urbain qui n'en organise, avec le concours d'auteurs plus ou moins établis. On estime à une centaine leur nombre en France, même si ce recensement basé sur les ateliers pérennes et d'effectif régulier ignore les regroupements ponctuels et les petites structures (cinq ou six participants), de loin les mieux représentées.

L'offre des ateliers est variée, et même disparate : rien de commun, par exemple, entre l'atelier « Mémoires d'usine »¹ animé par l'écrivain Aristide Tarnagda, qu'on a chargé d'élaborer un livre-témoignage aux côtés d'anciens ouvriers de l'usine Riz Lacroix ; et l'atelier d'écriture de contes² de la Grenobloise Dorothé Hatem, destiné aux enfants et aux adolescents. Beaucoup d'ateliers, cependant, se fondent sur l'hypothèse que l'écriture ne s'apprend pas. On y pratique des jeux de langage, des exercices de style dans la lignée de l'OU-LIPO (Ouvroir de Littérature Potentielle, cofondé par Raymond Queneau), sans prétendre donc à former des écrivains. Il en va autrement dans les pays anglo-saxons et singulièrement aux États-Unis. Les universités américaines dispensent des cours de *creative writing* dont l'ambition, très large, est autant d'enseigner la rédaction de textes fictionnels que d'initier le futur professionnel aux arcanes du milieu littéraire. Cette formule différente ne préserve pas les éditeurs américains de l'afflux de manuscrits. Elle leur compliquerait plutôt la tâche, en favorisant une relative uniformisation des textes. Issus des mêmes ateliers, appliquant les mêmes procédés, les auteurs américains produiraient des écrits très ressemblants.



Mon projet d'atelier combine ces deux approches, latine et anglo-saxonne. Croyant, certes, qu'il n'est pas d'œuvre sans inspiration, mais non plus sans travail ni savoir-faire, j'ai souhaité offrir aux étudiants un cadre solide où mûrir leur talent. Notre programme, limité dans son déploiement par le petit nombre de séances, aborde des sujets aussi divers que la construction d'un récit, la définition des personnages, le travail du style (...) mais considère aussi, dans leur maniement quotidien, les outils familiers de l'écrivain — tels les dictionnaires — dont la maîtrise contribue à personnaliser l'écriture. Enfin, une place est faite à ce qu'on pourrait appeler la « culture du livre » (chaîne de fabrication d'un ouvrage, milieu de l'édition, vie d'un auteur), à travers de courtes inter-

ventions de l'animateur ou d'un invité. Il s'agit d'apporter à l'étudiant une méthode de production de textes, du moins son ébauche, qu'il pourra compléter lui-même au gré de ses travaux et de ses expériences. Cela implique d'être aussi lecteur, selon ma conviction profonde qu'on n'écrit bien qu'à condition d'avoir bien lu. À la fin de chaque atelier, un temps est réservé à la découverte critique de textes d'auteurs de tous horizons, textes présentés dans des traductions différentes lorsqu'il s'agit d'auteurs étrangers.

L'atelier aura atteint ses objectifs si, au terme de la vingtaine d'heures programmées, le chemin toujours long qui conduit de l'apprenti-écrivain à l'auteur éprouvé (et pas seulement publié) deviendra sensible aux yeux et au pas des participants. ■

Olivier BLEYS

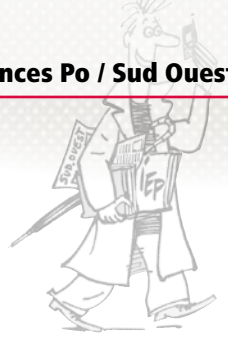
Biographie de l'animateur :

Âgé de 39 ans, Olivier Bleys est un écrivain confirmé, auteur de vingt livres : romans, essais, récits de voyage, bandes dessinées, surtout chez Gallimard qui l'a nommé en 2004 lecteur permanent. L'ensemble de son œuvre est traduit dans une dizaine de langues, et lui a valu de nombreuses récompenses dont le prix François Mauriac de l'Académie française pour Pastel (Gallimard, 2000). Plus d'informations sur son blog : <http://monvolubilis.canalblog.com/>

¹ <http://autresens.free.fr/spip/spip.php?article28>

² <http://www.1001stages.com/stage-ecriture-deconte-4020.html>

L'inscription à l'atelier s'effectue auprès du Bureau des Arts de Sciences Po Bordeaux : bda-scobdx@hotmail.fr. Quinze étudiants sont inscrits, mais d'assiduité variable. En moyenne, une dizaine assiste à chaque séance. L'atelier peut donc accueillir de nouveaux participant(e)s.



Michelangelo Pistoletto,

L'homme d'Evento

Directeur artistique d'Evento 2011, Michelangelo Pistoletto a été l'invité de la rencontre Sciences Po / Sud-Ouest du 13 janvier 2011. Avant cet échange avec les étudiants de l'Institut, il a répondu à nos questions sur sa démarche culturelle et a esquissé les contours de la future biennale culturelle contemporaine de Bordeaux en octobre prochain.

Comment définissez-vous le mouvement «arte povera» (« art pauvre ») dont vous êtes un des membres influents ?

Michelangelo Pistoletto : C'est un mouvement né 1967 en réaction à l'apothéose de la société de consommation. Il s'agit d'une attitude qui s'attache plus au processus créatif qu'à l'objet fini. L'énergie prime en quelque sorte sur le matériel. Arte Povera a une approche véritablement expérimentale, refusant d'être enfermé dans des normes ou dans un style. Arte Povera a prôné la pauvreté des moyens pour une plus grande richesse théorique et créative. On associe à votre nom à la Fondation Cittadellarte.

En quoi consiste-t-elle ? Quelle est son originalité ?

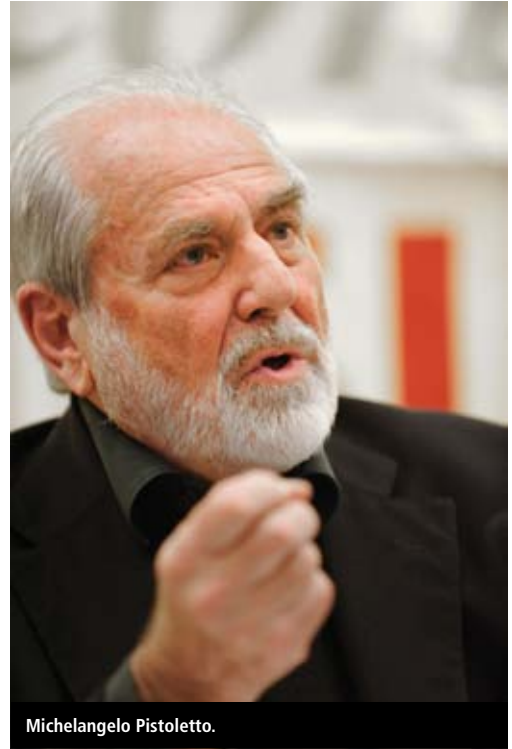
Michelangelo Pistoletto : Cittadellarte provient d'un désir fort d'œuvrer pour le changement, et de montrer en quoi l'art est un vecteur de transformation de nos sociétés. Ce changement est transversal à nos actes, pensées et croyances, d'où l'organisation de la Fondation en sections qui abordent l'art par thématiques : l'art et l'économie, l'art et la politique, l'art et l'éducation, l'art et la spiritualité, etc. Il faut comparer Cittadellarte à un laboratoire de recherche de production d'idées et d'énergies qui adresse la vie vers de nouvelles perspectives. Animé par des équipes permanentes, celui-ci s'ouvre aux autres et accueille chaque année une vingtaine d'artistes, issus de tous les horizons et de toutes les cultures, qui apportent leur propre contribution.

Evento 2009 a été très critiqué. On a même parlé pour cet événement «d'arnaque culturelle» ? Comprenez-vous ces critiques ?

Michelangelo Pistoletto : Nous avons compris que cet événement avait été critiqué, la critique pouvant être utile. Personnellement, nous ferons quelque chose de très différent. Nous ne viendrons pas poser des œuvres créées. L'idée d'Evento 2011 est de proposer une expérience participative autour de l'art, de la ville et de la vie sociale. L'événement sera rythmé par plusieurs temps forts. L'un concernera trois lieux emblématiques* de la ville qui proposeront un lien entre les utopies du passé et celles du présent. Des chantiers mobiles ou installés au cœur de quartiers de la ville sont également prévus. De manière structurée, le public sera invité à y participer. Seront invités des artistes venant de la scène internationale ainsi que du territoire bordelais. La proximité se fera à travers cette production, objet d'une vaste exposition pendant le temps de l'événement. Mais l'objectif recherché est aussi de faire en sorte que l'esprit de Evento 2011 se prolonge le plus longtemps possible après la manifestation...

Plus concrètement, quelles formes vont prendre ces expositions, ces chantiers, ces expériences ?

Michelangelo Pistoletto : Elles prendront des formes multiples et variées : le son, les images, le théâtre, la musique, les créations artistiques plurielles, etc. Elles vont aller au cœur de la vie, dans les écoles, les marchés,



Michelangelo Pistoletto.

les rues... L'approche se veut multiple, visible et compréhensible autour de l'urbain.

L'événement a lieu dans moins de 9 mois. Serez-vous prêt ?

Michelangelo Pistoletto : Le temps passe vite. Je reviens justement à Bordeaux du 12 au 22 janvier 2011 pour faire le point, sachant que je dispose sur place d'une équipe, avec mon directeur artistique délégué et quatre commissaires qui travaillent sur le projet en permanence... ■

*Musée Aquitaine, Arc en Rêve et le CAPC



CARRIÈRES EUROPÉENNES :

Une passerelle intracommunautaire

Solidement implanté depuis plusieurs années maintenant, le parcours Carrières Européennes a bâti sa réputation sur une approche pluridisciplinaire et professionnalisante. Son nouveau responsable, David Szymczak, s'inscrit dans la continuité du travail accompli par son prédécesseur, François-Charles Mougel, qui continue, par ailleurs, ses enseignements à Sciences Po Bordeaux.

On ne change pas une formule qui donne satisfaction. Malgré l'arrivée de son nouveau responsable David Szymczak (lire encadré), le parcours Carrières Européennes ne connaît pas de révolution de palais. Des aménagements ponctuels sont seulement prévus pour l'instant, afin de renforcer la professionnalisation de ce cursus. Celui-ci vise à l'acquisition des connaissances théoriques et pra-

tiques destinées à la maîtrise de l'outil européen en première année de master (M1). La deuxième année (M2), quant à elle, est plus directement centrée sur la préparation du projet professionnel. Cet enseignement de Sciences Po Bordeaux revendique clairement un objectif d'insertion professionnelle, notamment par le biais de son stage long de fin de cycle dans un service ou une entreprise à dimension européenne¹. Omniprésente dans toutes les strates du paysage économique et social, l'Europe implique le recours à des compétences spécifiques. Le parcours forme donc des jeunes gens qui aspirent à des fonctions dans les institutions européennes à Bruxelles, Strasbourg ou Luxembourg, mais aussi au cœur de collectivités, organismes ou entreprises à Paris ou dans les régions de France voire ailleurs en Europe. Au-delà de ses cours magistraux, certificats de spécialisation et enseignements approfondis en liens avec les grandes questions européennes, la formation mise beaucoup sur les rencontres avec des professionnels et des spécialistes des milieux européens pour développer le « bouillon de culture » européen des étudiants.

Une mise en relation avec les instances et les praticiens

Ce dialogue s'instaure notamment lors de séminaires ou d'interventions de professionnels, comme celle effectuée par exemple par Gilles Savary, ancien député européen, sur la politique européenne des transports. L'un des experts le plus reconnu, en Europe, dans ce secteur. Dans le même registre, le voyage d'études annuel à Bruxelles de toute la promotion s'est vu renforcer cette année, sa durée devant s'allonger dans le futur. La prochaine ses-

sion, du 31 janvier au 02 février 2011, sera marquée par la visite des principales institutions de l'Union Européenne : la Commission européenne, le Parlement européen, le Comité des Régions, le Comité Économique et Social Européen ou encore la Maison européenne des pouvoirs locaux. Pour que le séjour ne soit pas réservé qu'à un aspect institutionnel, un échange est également programmé avec Business Europe, l'organe de représentation des patrons au plan européen. Ce déplacement sera également l'occasion de rencontrer des anciens du parcours, aujourd'hui en poste. Le taux d'insertion de ce master est en effet l'un des meilleurs de Sciences Po Bordeaux (sur la base de 2006). Une réussite dont ne se gargarise pas David Szymczak, prudent et lucide. « *Les postes auprès des instances européennes ne sont pas légions. En revanche, la connaissance transversale de nos étudiants leur ouvre des portes auprès des organismes nationaux et régionaux, sans oublier les métiers de médiation et de représentation. Pour donner plus d'impact à cette formation, il faut lui donner encore plus de lisibilité. Cela fait partie des axes de développement sur lequel il nous faudra travailler* ». L'Europe ne s'est pas faite en un jour, le parcours Carrières Européennes non plus. Mais il est assurément sur le bon chemin... ■

¹ Voici quelques exemples de stages des dernières promotions : institutions européennes et organisations internationales (Commission européenne, Parlement européen, OTAN, Union de l'Europe occidentale...), organes de représentations (Maison du sport français à Bruxelles, Mission Europe des Conseils Régionaux Limousin et du Nord-Pas de Calais, Délégation bruxelloise du Land de Bade-Wurtemberg...), collectivités territoriales (Mairie de Toulouse, London Chamber of Commerce and Industry...), secteur associatif (Reporters sans frontières, Brussels international Artists Management, Association Care-Europe à Lima...), entreprises (EADS, Sogerma, Deutsche Post...), etc.



David Szymczak.

David SZYMCZAK en bref

Son patronyme polonais et son origine messine font de David Szymczak un homme venu de l'Est. Il a suivi son DEA et soutenu sa thèse de doctorat à Strasbourg sur le thème de la Convention européenne des droits de l'homme dont il est un spécialiste. Il a obtenu son premier poste à Sciences Po

Bordeaux en 2003 avant d'être lauréat du concours d'agrégation de droit public et devenir professeur des Universités. Nommé à l'Université de Limoges de 2006 à 2008, il a toujours gardé un pied à l'Institut de Bordeaux, qu'il a retrouvé à temps plein à la rentrée 2010 comme responsable du parcours Car-

rières Européennes, intervenant sur plusieurs cours liés au « droit matériel » de l'Union européenne et à la jurisprudence la Convention européenne des droits de l'homme qui relève, elle, de « l'Europe des 47 », celle du Conseil de l'Europe dont le siège, depuis 1949, est à Strasbourg.

Vers de L'Université de Bordeaux

**UN PAYSAGE UNIVERSITAIRE BORDELAIS
EN PLEINE MUTATION**

Lancer d'écharpes lors de la remise des diplômes à la Promo 2010, le 20 novembre 2010

Au printemps 2008, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche retenait dans le cadre de son appel à projets sur les campus d'excellence celui porté d'une seule voix par le PRES (Pôle de recherche et d'enseignement supérieur) de Bordeaux. Cette candidature regroupait les quatre universités bordelaises et trois écoles, dont Sciences Po Bordeaux. Cette décision a constitué un détonateur pour l'ensemble de l'Université de Bordeaux et de ses partenaires.

Seules cinq autres universités provinciales en France ont en effet été retenues dans ce dispositif unique par son ampleur. Elles se partagent une enveloppe budgétaire de cinq milliards d'euros sur 25 ans, dont 475 millions pour Bordeaux. Il faut ajouter à ce budget la remarquable implication financière des collectivités territoriales, dont la Région Aquitaine et la CUB. Conscients de cette opportunité sans précédent, les porteurs du projet ont poursuivi leur démarche collégiale à travers la création de la Fondation Bordeaux Université, qui doit accélérer le processus d'autonomie financière des établissements, notamment par le recours au mécénat et à des

interactions beaucoup plus grandes avec les entreprises. Autant d'éléments qui concourent à l'attractivité de l'enseignement supérieur et de la recherche sur notre territoire. Ce thème, qui a fait l'objet d'un rapport étoffé du CESER que nous mettons ici en perspective, influe forcément le devenir de notre Institut. Comment celui-ci se dessine-t-il ? Quel rôle Sciences Po Bordeaux entend remplir dans ce schéma ? Notre dossier vous apporte des éléments de réponse.

Sommaire du dossier :

- 8-9** VINCENT HOFFMANN-MARTINOT :
«Ne pas louper le TGV de l'Université !»
- 8-9** OPÉRATION CAMPUS :
Tout le monde met la main à la pâte
- 10** FONDATION BORDEAUX UNIVERSITÉ :
1 entité, 4 missions, 70 000 étudiants
- 11** LUC PABŒUF :
Plaidoyer pour une dynamique régionale

VINCENT HOFFMANN-MARTINOT

Ne pas louper le TGV de l'Université !

Le directeur de Sciences Po Bordeaux explique, en trois réponses, la position de l'Institut dans la profonde mutation que connaît, en ce moment, le paysage universitaire bordelais. Plusieurs principes sont à mettre en évidence, mais ce qui prédomine c'est « l'ardente obligation d'adaptation » pour ne pas disparaître faute d'anticipation.

Extension(s) : L'événement majeur de la fin de l'année 2010 a été celui de l'avancée vers une « Université unique » à Bordeaux. Expliquez nous ce qui se passe.

V.H.M. : Vous avez raison de mettre des guillemets à « Université unique » car il ne faut pas confondre un regroupement des forces universitaires bordelaises et le statut juridique que ce regroupement devrait prendre. Il est clair que personne ne souhaite fondre, dans un immense « chaudron juridique » toutes les composantes de l'Université de Bordeaux dans une université hégémonique et réductrice de toutes les têtes un peu originales. En réalité on s'oriente plutôt vers un futur « grand établissement » qui saurait, institutionnellement parlant, préserver les spécificités des acteurs tels que les écoles. En décembre 2010 cinq établissements ont ainsi adopté un projet stratégique affichant leur intention d'aller vers une « Université de Bordeaux », dans le cadre du contrat quinquennal qui va les lier à l'Etat

entre 2011 et 2015. Ces établissements sont les universités de Bordeaux I ; Victor Segalen (Bordeaux 2) ; Montesquieu (Bordeaux IV) ; l'Institut Polytechnique de Bordeaux et nous-mêmes, Sciences Po Bordeaux. On peut dire que tout commence en la matière maintenant. Mais ce qui est en jeu c'est la mise en place d'une gouvernance efficace et efficiente, respectant les particularismes, les cultures et les histoires. Je dois dire que je suis positivement impressionné par l'intelligence que les différents acteurs montrent en la matière.

Extension(s) : Est-ce que Sciences Po Bordeaux s'est inscrit dans l'opération que l'on appelle, pour faire vite, « Le Grand emprunt » ?

V.H.M. : Pour faire vite, vous connaissez, j'imagine, l'un des deux co-présidents du comité de surveillance du Commissariat général à l'investissement : Alain

Juppé, maire de Bordeaux et désormais ministre d'Etat. Vous imaginez donc bien qu'il garde un œil attentif sur les conditions d'attribution d'une partie de cette « manne financière » considérable. Mais la décision ne sera pas que politique... L'Université de Bordeaux a déposé une des 17 candidatures françaises destinées à l'obtention du label « Initiative d'Excellence » (IDEX). L'appel à projet national, porté au titre du « Grand Emprunt », est doté de 7,7 milliards d'euros. Il doit faire émerger, sur l'ensemble du territoire français, 5 à 10 pôles universitaires et de recherche, pôles pluridisciplinaires d'excellence, positionnés au niveau mondial. Au titre de la candidature « IDEX », il a fallu déposer des projets de « Labex » (Laboratoires d'Excellence) qui constituent la substance des IDEX. Tout le monde s'y est mis au niveau du PRES Université de Bordeaux et huit projets ont ainsi été déposés

OPÉRATION CAMPUS : Tout le monde met la main à la pâte

L'Etat, La Région Aquitaine, la CUB, la Caisse des dépôts et Consignations et l'Université de Bordeaux ont signé une convention partenariale de site dans le cadre de l'opération campus. Ce document cadre les engagements financiers et matériels de chacun, et ceux communs à l'ensemble des parties. L'apport total avoisine le milliard d'euros.



Ce document rappelle les trois fondements de l'opération et ses défis : réorganiser une offre d'enseignement et de recherche pluridisciplinaire autour de pôles forts et visibles¹, jouer un rôle majeur dans le dynamisme économique du territoire bordelais et aquitain et agir sur le développement d'un esprit de campus. Concrètement, l'Etat a prévu d'allouer à ce projet une dotation non consommable

dans tous les principaux domaines scientifiques. Sciences Po Bordeaux, avec Robert Lafore comme « porteur » d'un des huit projets de Labex s'est retrouvé au « cœur de la salle des machines » et a fourni un travail considérable avec de nombreux autres chercheurs remarquables, chacun dans leurs propres champs disciplinaires au sein des sciences humaines et sociales. Nous allons avoir une réponse du jury international qui va évaluer l'ensemble des projets soumis dans le courant de l'année 2011. Mais d'ores et déjà je veux souligner que sans le PRES Université de Bordeaux, sans un énorme effort et un travail sans relâche des nombreuses équipes, cela n'aurait pas pu se faire. De Sciences Po Bordeaux, d'autres collègues, comme Claude Sorbets, délégué à la recherche, ont joué un rôle stratégique majeur dans ce dossier. Je tenais à le citer et à le féliciter.

Extension(s) : Vous n'ignorez pas que certaines critiques sont formulées contre ce projet d'Université de Bordeaux regroupée. Certains considèrent que les sciences humaines vont passer à la trappe à moins qu'elles ne soient écrasées par le rouleau compresseur des « sciences dures », beaucoup plus riches, puissantes, etc. Que répondez-vous à ces objections ?

V.H.M. : Trois choses très rapidement mais il faudrait du temps pour développer chacune d'entre elles. La première c'est qu'il ne faut jamais manquer les rendez-vous avec l'histoire. Si on ne monte pas maintenant dans le « TGV de l'Université de Bordeaux » il sera impossible de peser d'une manière ou d'une autre sur la nature de ce futur regroupement. De ce



Vincent
HOFFMANN-MARTINOT,
directeur de Sciences Po
Bordeaux.

point de vue c'est le plus grand risque que courent les sciences humaines : en ne participant pas aux échanges et aux travaux et en sortant du jeu, a priori, elles n'auront même pas le loisir d'être écrasées par l'hypothétique rouleau compresseur des sciences dites « dures » (plus fantasmé que réel d'ailleurs...). Elles disparaîtront des « écrans radars » universitaires, faute de projet, faute d'ambition. Ceux qui vont « louper » ce train-là prennent une vraie responsabilité. En tant que directeur de Sciences Po Bordeaux j'ai estimé qu'il était justement de notre responsabilité institutionnelle « d'y aller » si vous me passez l'expression. C'est ce que le Conseil d'Administration de Sciences Po Bordeaux a compris et validé dans sa majorité. Deuxième observation : elle s'adresse aux acteurs du projet et aux décideurs (dont nous faisons partie) : n'allons pas trop vite et ne cherchons pas à passer en force. Il faut, absolument, discuter, échanger, convaincre et surtout associer toutes les parties au dossier : les étudiants d'abord mais aussi tous les personnels (enseignants, chercheurs, administratifs, techniciens), quel que soit leur statut. Si l'on pense que tout peut se faire en quelques mois on commet une vraie erreur stratégique et à vouloir pou-

ser les moteurs on cassera la dynamique, donnant ainsi raison aux plus frileux et aux plus timorés qui diront, à bon droit, « On vous l'avait bien dit ». Troisième remarque : que l'esprit de concorde et de mesure qui caractérise les différents décideurs se poursuive et se maintienne. Il est clair qu'il faudra faire de nombreuses concessions, mais seule l'intelligence des situations pourra permettre de trouver des solutions pérennes et fiables à des situations complexes. De ce point de vue je suis optimiste car je n'aurais jamais pensé, il y a un an, que nous en saurions là où nous sommes désormais sur le chemin de la création d'un « grand établissement » respectueux des spécificités de chacun, fondé sur un principe de subsidiarité clairement affirmé et recherchant, aussi, les termes d'une gouvernance efficace et réactive.

Finalement et pour résumer : avouons-nous eu raison d'embarquer Sciences Po Bordeaux dans une telle aventure ? Non seulement nous avons bien fait de le faire, de cela j'en suis persuadé, mais ne pas le faire aurait constitué plus qu'une erreur à mon sens : une sanction lourde de conséquences pour l'avenir de notre Institut. ■

de 475 millions d'euros. Cette somme constitue un capital dont le dépôt au Trésor produira des intérêts réservés à la réalisation du projet. En second lieu, l'Etat s'est engagé à attribuer à l'Université de Bordeaux des moyens financiers dédiés à l'ingénierie de projets et imputés sur les crédits du Plan de relance, d'un montant de 6 millions d'euros. Le Conseil Régional s'engage de son côté à financer la moitié du financement des travaux de réhabilitation et de construction du projet², estimé à 338 M€ un montant particulièrement élevé, à rapprocher des

9 % de son budget que la région consacre à l'enseignement supérieur, à la recherche et au transfert de technologie. Cette situation place l'Aquitaine en tête des régions françaises en matière de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche, domaine cher au président Alain Rousset. La CUB s'engage également concrètement et durablement en faveur de l'université en dégageant une enveloppe financière globale de 100 millions d'euros sur les dix prochaines années, dont la moitié s'inscrit dans l'opération nationale Campus. Au total, en ajoutant toutes les sommes en jeu,

l'apport en capital ou en financement flirte avec la somme colossale et symbolique du milliard d'euros, sachant que le projet va s'étaler sur 25 ans en de multiples phases.

1 Mathématiques-informatiques, physique-chimie, biologie-sciences de la terre, la mer et l'environnement mais aussi sciences humaines et archéologie.

2 Il faut rappeler que le chantier du doublement de la superficie de Sciences Po Bordeaux est « hors Opération Campus », uniquement pris en charge par le Conseil Régional d'Aquitaine pour un montant total de 27 millions d'euros.

FONDATION BORDEAUX UNIVERSITÉ :

1 entité 4 missions 70 000 étudiants

La loi dite LRU du 10 août 2007 et la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 ont donné aux universités et aux pôles de recherche et d'enseignement supérieur la possibilité de créer des fondations disposant de l'autonomie financière et dont les fonds proviennent du mécénat et de la collaboration avec divers partenaires. L'objectif est de permettre aux universités de diversifier leurs ressources et de renforcer leurs relations avec leur environnement socioéconomique. L'Université de Bordeaux, regroupant les quatre universités bordelaises, l'Institut Polytechnique de Bordeaux, l'ENITAB et Sciences Po Bordeaux a donc lancé à l'automne 2009 sa propre fondation « Bordeaux Université ». Jean-René Fourtou, Président du Conseil de Surveillance de Vivendi, est le président d'un Conseil de Gestion de 18 sièges répartis en quatre collèges : fondateurs, donateurs, personnalités extérieures et représentants de l'Université de Bordeaux. Vincent Hoffmann-Martinot, en qualité de directeur de Sciences Po Bordeaux, est l'un d'eux, aux côtés d'autres représentants de l'Université, mais aussi du Conseil Régional, de la CUB et de la ville de Bordeaux (pour les collectivités) ou de Sanofi-Aventis et de SFR (pour les entreprises privées). Le jeune directeur de la Fondation, Rodolphe Gouin, diplômé de Sciences Po Bordeaux (promo 1999), docteur en science politique (thèse soutenue au



Lors de la rencontre « Vectuel » organisée par l'Université de Bordeaux, les principaux dirigeants politiques et universitaires à la tribune du grand amphi de Sciences Po Bordeaux.

sein de l'Ecole doctorale de science politique de Bordeaux), dispense par ailleurs un cours sur « la psychologie politique » à l'Institut. Un enseignement qui peut servir pour pratiquer la « levée de fonds »...

Bienvenue dans une autre dimension

La Fondation mixte les profils pour parvenir aux quatre missions principales qu'elle s'est fixée : accompagner la professionnalisation des formations et l'insertion des diplômés, soutenir et promouvoir la recherche d'excellence, augmenter l'attractivité du campus bordelais et renforcer la dimension internationale de l'Université de Bordeaux. Octrois de bourses de stage, multiplication des chaires, développement de prix, recherches de mécènes, encouragement de la mobi-

lité...ces actions exogènes convergent vers un objectif plus lointain : faire de Bordeaux l'une des grandes universités européennes et un acteur majeur du développement économique de son territoire. Pour cela, la Fondation ne cache pas sa volonté d'aller lever des fonds. La situation peut sembler paradoxale puisque ce virage culturel d'une université qui cherche à subvenir à ses besoins sans tout attendre des ministères - phénomène déjà entamé depuis plusieurs années - intervient à l'heure où l'Etat n'a jamais mis autant d'argent sur la table via le Plan campus. Il correspond en fait à un vrai tournant stratégique pour répondre à la concurrence internationale que rencontrent désormais l'enseignement supérieur et la recherche français. ■

Rapport du CESER sur l'attractivité de l'enseignement supérieur et de la recherche

Un cahier de propositions concrètes

Création d'une université Bordeaux-Aquitaine, synergies accrues entre la recherche et les entreprises, accompagnement des publics concernés... le rapport du Conseil Economique, Social et Environnemental d'Aquitaine (CESER) sur l'attractivité de l'enseignement supérieur et de la recherche préconise un certain nombre d'actions. A l'heure de l'Opération Campus, il met en outre en lumière les atouts - mais aussi les freins - pour y arriver. Instructif.

C'est une des propositions phares de ce rapport : la création de l'Université de Bordeaux-Aquitaine. Cette entité serait le fruit de la fusion des quatre universités bordelaises et

de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA), ainsi que de l'intégration des écoles membres fondateurs ou associés du PRES actuel. Il faudra pour cela, comme l'indiquent les auteurs de cette étude fouillée*, « dépasser les freins de toute nature, procéder par étapes avec un calendrier affiché et une progression mesurée, assumée et continue ». Dans l'attente de cette évolution possible, le CESER suggère la mise en place de mesures plus immédiates : effort particulier auprès de certaines formations, dont celle d'ingénieur, mise en œuvre d'une véritable stratégie de relations internationales, etc. L'Assemblée régionale appelle également à une interaction plus forte avec l'entreprise, une priorité affichée par toutes les politiques publiques, mais dont la traduction dans l'économie régionale lui semble « encore limitée ». Extrait : « l'articulation entre les prin-

cipaux acteurs que sont Aquitaine Valo pour les universités, Innovalis pour la sensibilisation et l'accompagnement des entreprises et 2ADI pour le développement industriel, nécessite de rechercher une plus grande synergie en définissant une stratégie globale partagée à l'échelle régionale ». Le document milite également pour la clarification des formations et des diplômes, le développement des formations professionnalisantes et de l'alternance, le soutien au recrutement de profils post-doc, le renforcement de l'orientation dans l'enseignement secondaire, etc.

* Le rapport, fruit d'un travail collégial important, comprend une centaine de pages. Comme tous les travaux de cette nature du CESER, il s'appuie sur un travail de recherche et l'audition de nombreux spécialistes des sujets traités. Le rapport est consultable et téléchargeable gratuitement depuis le site <http://ceser-aquitaine.fr>

INTERVIEW

Luc PABŒUF, Président du CESER Aquitaine

Plaidoyer pour une dynamique régionale

Que retenir de l'essentiel dans le rapport du CESER dont vous êtes Président depuis 2007* ?

Luc Pabœuf : Le succès remporté par le PRES Université de Bordeaux montre le potentiel de notre région en termes d'enseignement supérieur et de recherche. Il ne faudrait pas que ces domaines d'excellence se développent dans un esprit d'indifférence vis-à-vis des territoires les moins proches, d'autant que la loi LRU renforce l'esprit de concurrence entre les universités. C'est la raison pour laquelle nous estimons que le pôle de recherche et d'enseignement supérieur doit être pensé dans une dynamique régionale, sans ignorer pour autant les spécificités locales de telle ou telle université. D'où l'idée de la création d'une Université Aquitaine.

Toujours selon ce rapport, quels sont les risques et dangers à prendre en compte dans la conduite de l'Opération Campus ?

Luc Pabœuf : Ce projet prend en compte l'espace dans lequel s'organise et s'effectue concrètement la vie étudiante, notamment en termes d'infrastructures. Il doit également être abordé dans sa dimension interscalaire avec l'agglomération, le département et la région, avec une vision à long terme du développement du territoire. Projet Bordeaux Euratlantique, métropole millionnaire, Cub 3.0, Aéroparc... voici quelques-uns des ferments de réinvention du territoire. Cela nous rappelle qu'une conception locale doit toujours être abordée en connexion avec son environnement, plus ou moins proche. On pense naturellement à la proximité physique, mais il faut intégrer également le virtuel à l'heure où une réflexion est menée sur l'université numérique. L'opération Campus ne doit pas conduire à un repli de l'université bordelaise sur elle-même, mais au contraire être un vecteur de dynamique régionale.

Tout le monde souhaite une plus grande interaction entre l'université et la société civile. Comment celle-ci peut-elle s'articuler ?

Luc Pabœuf : Des efforts sont à effectuer pour rendre plus accessible la production universitaire aux non-universitaires, à l'heure où le citoyen se pose des questions, en proie à un monde de mutations qui génèrent des incertitudes et beaucoup d'interrogations. C'est le rôle que cherche

à jouer le CESER à travers ses colloques et ses travaux où il fait appel à des chercheurs et des enseignants sur des questions de société. Il est important pour le citoyen qui peut se sentir isolé de savoir qu'il existe des structures comme la nôtre qui, depuis 40 ans, dialogue, analyse, confronte ces idées et ses points de vue sur des thèmes économiques, sociaux et environnementaux en lieu direct avec sa vie et son territoire. Plus généralement, nous sommes ouverts à toute démarche qui permette, grâce à la société civile organisée, de faire vivre la démocratie dans un dialogue accru entre décideurs et citoyens. Et nous pouvons contribuer à la diffusion dans la « cité » du savoir académique, mais aussi lui suggérer des thèmes de recherche. ■

* Luc Pabœuf a été président du CESER de 2007-2010. Il a été réélu en novembre 2010 à cette fonction pour une période de trois ans à l'occasion des élections de mi-mandat prévues statutairement par l'Assemblée.



Luc Pabœuf,
Président du CESER Aquitaine.

Le CESER en bref

Le CESER est une assemblée consultative réunissant des représentants la société civile au titre des entrepreneurs, des salariés, du monde associatif, mutualité, coopératif et universitaire... Issus d'origines socioprofessionnelles diverses et répartis en différents collèges, ils font du CESER un lieu d'échanges, un espace de réflexion et un laboratoire d'idées. Cette assemblée socioprofessionnelle produit des rapports, avis et contributions sur tous les aspects de la vie régionale qui ont vocation à éclairer les décisions politiques, mais aussi informer les corps constitués et, plus généralement, les citoyens. Assemblée à part entière reconnue par la Constitution, le CESER est l'autre grande assemblée régionale. Elle forme avec le Conseil Régional la Région Aquitaine.

* Suite à la publication de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Loi Grenelle II), six représentants de l'environnement devraient prochainement faire leur entrée au CESER, portant ainsi le nombre de ses membres à 119.

NOUVEAUX CENTRES DE RECHERCHE

Les deux Unités Mixtes de Recherche (UMR) Sciences Po Bordeaux / CNRS soutenues par la Fondation Nationale des Sciences Politiques, présentes à Sciences Po Bordeaux se sont transformées au 1^{er} janvier 2011. Le SPIRIT en s'associant avec le LAPSAC (Université Victor-Segalen) est devenu le CED (Centre Emile-Durkheim), Antoine Roger devient directeur du nouveau centre de recherche ; le CEAN devient le LAM (Les Afriques dans le Monde) et élargit ses terrains et objets de recherche aux diasporas africaines dans le monde entier. René Otayek en demeure le directeur scientifique.



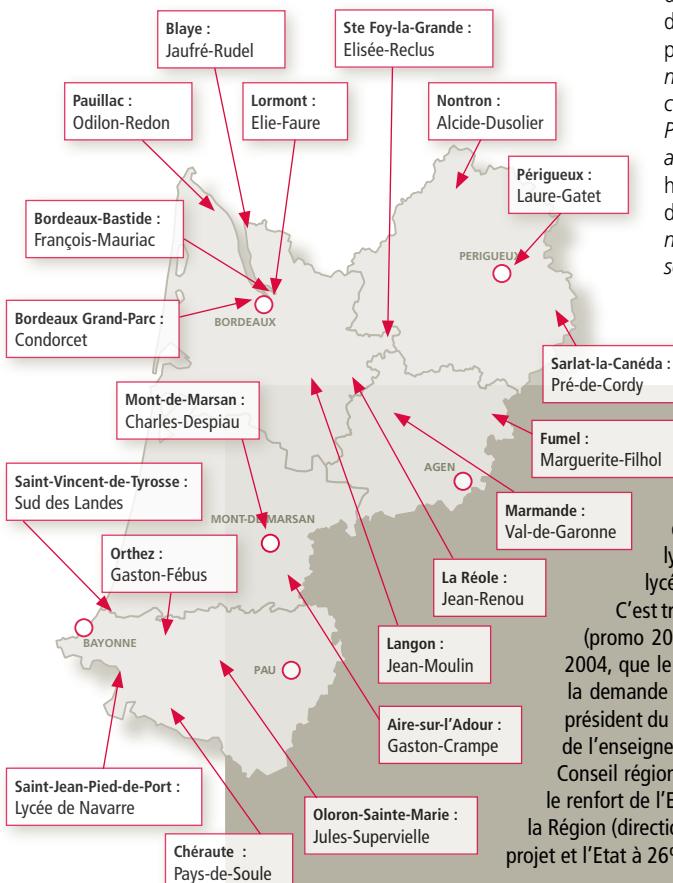
L'égalité des chances revendiquée et labellisée

Le dispositif « Sciences Po Bordeaux, Je le Peux Parce que Je le Veux » (JPP-JV) de démocratisation d'accès à l'Institut fêtera son cinquième anniversaire en 2011. Lancé « incognito », mais grâce au soutien pionnier du Conseil régional d'Aquitaine, il est aujourd'hui relabellisé « Cordées de la Réussite » par le Ministère de l'Éducation et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Préparez vos mouchoirs. En novembre 2011, des larmes de joie devraient couler à l'occasion de la remise des diplômes des étudiants qui auront bouclé le cursus complet de 5 années d'études à l'Institut. Parmi eux, figure la première cohorte de lycéens qui a bénéficié du dispositif JPP-JV. Embryonnaire lors de la rentrée 2006-2007, la formule accouche donc cinq ans plus tard de sa première génération de diplômés issus d'établissements ciblés. On imagine donc l'émotion légitime des porteurs de ce projet expérimental à la vue de jeunes filles et garçons épanouis qui – c'est une certitude – n'auraient jamais osé tenter le concours d'entrée à Sciences Po Bordeaux sans ce coup de pouce, quand bien même ils en avaient le potentiel. « *Ce qui caractérise les lycéens que nous accompagnons à travers ce dispositif, c'est leur éloignement de l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux, sur le plan social mais aussi géographique et culturel* » explique Ibrahim N'Diaye, chargé de mission et animateur de terrain du dispositif. « *Depuis l'origine, nous luttons contre deux freins importants, qui sont la méconnaissance de notre école d'une part, des formes pernicieuses d'autocensure d'autre part* ».

Un dispositif qui a fait ses preuves

Un cycle complet d'études n'était pas nécessaire pour vérifier le bien-fondé de la démarche qui s'est vite imposée dans le paysage régional de l'information et de l'orientation. L'alchimie s'est faite rapidement, selon une formule qui repose sur trois vecteurs principaux. Le premier concerne l'information, dispensée au sein même des 17 établissements concernés¹, répartis sur les cinq départements de l'Aquitaine. Aux côtés des représentants de Sciences Po Bordeaux, figurent systématiquement des étudiants de l'Institut qui ont bénéficié du dispositif et qui témoignent sans prosélytisme de leur vécu. Celui-ci est forcément teinté de doutes et de peurs, mais aussi d'ambition et de fierté. Les lycéens motivés par l'opération et retenus pour en bénéficier jouissent – seconde clé du succès – d'une « prépa » gratuite et spécifique. Celle-ci est absolument déterminante dans le processus. Outil méthodologique, préparation à chaque épreuve du concours, concours blanc... ce travail est assuré par des enseignants volontaires des lycées concernés, chapeautés en bonne intelligence par l'Insti-



20 lycées partenaires

51 lycéens d'Aquitaine bénéficiant de l'opération JPP-JV ont intégré Sciences Po Bordeaux depuis sa mise en place en 2006. Inaugurée avec 13 établissements au départ, le nombre de lycées participants est passé à 17 depuis la rentrée 2009-2010, après une année test avec le lycée Elie-Faure de Lormont. Il sera de 20 pour les épreuves d'entrée en 2011.

C'est très clairement grâce au premier soutien d'une ancienne élève, diplômée de Sciences Po Bordeaux (promo 2000), Emilie Coutanceau, conseillère régionale PS d'Aquitaine, déléguée à la vie lycéenne, en 2004, que le projet « Je le peux parce que je le veux », initié à Sciences Po Bordeaux par Jean Petaux, à la demande du directeur de l'époque, Robert Lafore, a vu le jour. Dès lors, soutenu très fortement par le président du Conseil régional d'Aquitaine, Alain Rousset, et la vice-présidente Anne-Marie Cocula, en charge de l'enseignement, et ayant recueilli un consensus général auprès de l'ensemble des groupes politiques du Conseil régional (à l'exception du Front National) le projet n'a cessé de croître et a obtenu, ultérieurement, le renfort de l'État, précisément grâce à Monique Lafont, chargée de mission au SGAR Aquitaine. Aujourd'hui la Région (direction de l'Enseignement supérieur et de la recherche et direction de l'Éducation) finance à 74% le projet et l'État à 26% (crédits Rectorat et ACSE au titre des « Cordées de la Réussite »).



tut. Enfin, une visite de Sciences Po Bordeaux est organisée pour les lycéens concernés afin de les « plonger dans le bain » en amont des épreuves. Les avantages octroyés aux candidats du dispositif viennent contrebalancer une forme d'inégalité sociale mais ne constituent en aucune façon un passe-droit. Les lycéens JPP-JV passent en effet le même concours² que les autres, avec la même grille et la même exigence de notation. Leurs copies sont « fondues » dans la masse des centaines de copies des candidats et rien ne les distingue... Au point que chaque année, lors de la prise de connaissance des résultats des épreuves à « Bac 0 », la direction de Sciences Po Bordeaux connaît le même suspens que les candidats eux-mêmes en se demandant si le « millésime » sera bon ou mauvais pour l'écurie « Je le peux parce que je le veux »...

Une reconnaissance nationale

D'envergure régionale et soutenue depuis sa création par le Conseil Régional d'Aquitaine, l'opération JPP-JV a été labellisée « Cordées de la Réussite » par le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, une première fois en 2008, de nouveau en 2010. En 2008 la « Cordée » de Sciences Po Bordeaux était même la seule labellisée dans l'Académie de Bordeaux. Dans celle de Martinique, Sciences Po Bordeaux a été également labellisé « Cordée » pour le mécanisme mise en place dans les Départements et Régions d'Outre-mer (DROM) permettant aux lycéens ultra-marins de passer les épreuves de sélection à Sciences Po Bordeaux en demeurant « sur place » et sans être obligés de venir en métropole.

Ce qui est intéressant, par ailleurs, c'est que le dispositif qui ne prêche pas que pour la paroisse de Sciences Po Bordeaux. L'institut diffuse en effet une information plus générale sur les grandes écoles et filières, assurant du même coup la promotion de l'enseignement supérieur grâce à un travail de fond basé sur la parole, l'échange, la discussion. « Ces points



Ibrahim N'Diaye, chargé de mission et animateur de terrain du dispositif JPP-JV.

sont essentiels pour casser les idées reçues auprès de lycéens qui pensent que ces écoles et filières ne sont pas pour eux » insiste Ibrahim N'Diaye. Mais également pour parfois, il faut bien le dire, pallier le déficit d'information et d'orientation de certains « conseillers » du même nom dans quelques lycées, pas toujours bien « informés et orientés »... Dans cette logique, un blog spécifique à JPP-JV est en préparation, permettant d'affiner encore les liens entre les futurs candidats et leurs in-

terlocuteurs. La photo des premiers diplômés du dispositif devrait y figurer en bonne place. N'oubliez vraiment pas vos mouchoirs... ■

1 Pour les épreuves d'entrée de 2011, trois nouveaux établissements aquitains viennent porter à 20 le « panel » des lycées partenaires de « JPP-JV » : Prê-de-Cordy à Sarlat-la-Canéda (24) ; Gaston-Crampe à Aire-sur-Adour (40) et Jean-Moulin à Langon (33).

2 Le taux de réussite des bacheliers de l'année bénéficiant du programme « JPP-JV » (environ 130 par an), est de 10 %. Pour l'ensemble des candidats « Bac 0 », il est inférieur à... 5 % !...



Le Minibus et l'équipe de « JPP-JV » au lycée de Ste Foy-la-Grande.

Le Marathon des Cordées : 965 kilomètres sur les routes aquitaines en deux jours !

Les 21 et 22 janvier 2011, une délégation de Sciences Po Bordeaux (direction et étudiants) accompagnée de Bruno Béziat, grand reporter à « Sud Ouest », et de Laura Pargade et de son confrère opérateur de prises de vue de la chaîne de télévision du Groupe Sud Ouest, « TV7 Bordeaux », a sillonné l'Aquitaine pour le premier « Marathon des Cordées de la Réussite ». Six lycées ont été ainsi « visités » en deux jours : le 21 janvier : Sarlat (24) ; Fumel (47) ; Aire-sur-Adour (40) ; le 22 janvier : Chéaute (64) ; Langon (33) et Sainte-Foy-la-Grande (33). Trois « anciens » partenaires et trois « nouveaux ». Cette opération exceptionnelle était placée sous le parrainage de Monsieur le Recteur de l'Académie de Bordeaux, Jean-Louis Nembrini. Elle a permis de rencontrer de nombreux lycéens candidats à Sciences Po Bordeaux et inscrits dans le dispositif « Je le peux parce que je le veux », valorisant ainsi très fortement leur démarche personnelle et saluant, dans le même temps, l'effort considérable réalisé par les lycées partenaires. Thierry Cagnon, directeur de l'Éducation au Conseil régional d'Aquitaine, principal financeur du programme « JPP-JV », a accompagné l'équipe de Sciences Po Bordeaux sur la totalité des deux jours du « Marathon ».

Pour découvrir ce « marathon » original : www.sudouest.com et www.tv7.com

Bertrand BÉLINGUIER :

Une vie au galop

Bertrand Bélinguier (promo 1964) est le nouveau président de l'Association des Anciens Elèves de l'Institut. L'homme, passionné de course de chevaux, a dirigé de grandes sociétés d'assurance avant de prendre les rênes du PMU (Pari Mutuel Urbain) dont il a été PDG pendant 12 ans.

« Très loin, au plus profond de notre âme, un cheval caracole...un cheval, le cheval ! Symbole de force déferlante, de la puissance du mouvement, de l'action ». D.H. Lawrence, écrivain anglais, auteur de *L'Amant de Lady Chatterley*, a résumé d'un trait les attraits mythiques de l'animal. Bertrand Bélinguier a succombé à ses charmes, comme son grand-père puis son père avant lui. « Cette tradition s'est effectivement perpétuée dans la famille à travers les courses de chevaux qui ont baigné toute ma vie ». Celle-ci a commencé à Bordeaux en 1942, avec un cursus classique pour les enfants de bonne famille : lycée Montesquieu (à l'époque encore nommé lycée Longchamp – ça ne s'invente pas - avant une double scolarité à la Faculté de droit de Bordeaux et à ce que l'on désignait alors sous l'appellation « IEP de Bordeaux ». « Ces études parallèles ont été un grand bonheur à une époque où l'Institut d'Etudes Politiques avait pris ses quartiers cours du Maréchal Joffre en plein centre-ville » explique l'intéressé, qui se souvient d'une grande proximité avec les enseignants. « Elle était physique avec des locaux exigus. Mais elle était aussi relationnelle, avec un nombre d'étudiants limité à une vingtaine seulement ». Les

fondements de l'enseignement des IEP étaient en revanche déjà bien ancrés, avec un corps professoral de qualité et une méthodologie particulière. « Les enseignants disposaient d'une grande personnalité, à l'image de Maurice Duverger, de Jacques Ellul ou encore Jean-Marie Auby, Jean-Louis Seurin, et tant d'autres. J'étais impressionné par l'aisance et la qualité d'expression orale du doyen Auby, grand professeur de droit administratif. Ces hommes ont contribué assurément à notre ouverture d'esprit ». Quant à la méthode, Bertrand Bélinguier explique qu'elle lui a été très utile tout au long de sa vie professionnelle dans l'appréciation d'un texte, d'un projet ou d'une idée. « L'approche Sciences Po vous apprend à vous garder d'un a priori et d'une solution facile, en détectant tous les aspects visibles et induits d'une question. En ce sens, son enseignement présente un caractère universel ».

L'assurance d'une belle carrière

Bien en selle dans ses études, l'ancien pensionnaire de l'Institut poursuit sa chevauchée universitaire avec un Doctorat en droit et le Certificat d'aptitude à la profession d'avocat. Il décide alors de se lancer dans la vie active, en choisissant un secteur d'activité plutôt original compte tenu de ses diplômes : le monde des assurances. « Mes camarades rentraient soit dans l'entreprise de leur famille, soit exerçaient au sein de cabinets d'avocats

ou de notaires. J'ai effectivement pris un chemin différent ». Celui-ci s'est apparenté à une course de haies à franchir, où il faut faire preuve d'audace pour gagner et de prudence pour ne pas tomber. Une épreuve à grosse cote en quelque sorte. Attaché de direction, secrétaire général, directeur général adjoint de Gras Savoye SA (l'un des cabinets de courtage les plus importants en France), Bertrand Bélinguier drive ensuite Contengency Insurance Company Limited, comme directeur puis administrateur. « Ces différentes fonctions ont été palpitantes. Elles m'ont permis de découvrir de nombreux secteurs d'activités économiques chez Gras Savoye pendant 11 ans puis m'ont amené à redresser une compagnie d'assurance anglaise en lançant notamment des expériences originales ». Le dirigeant innove ainsi avec la première commercialisation de produits d'assurance proposés par l'enseigne Carrefour. Il met également en place en Grande-Bretagne la vente de contrat d'assurance par téléphone. Sa trajectoire professionnelle le conduit ensuite au poste de Directeur Général du Gan, puis PDG de Gan International où il développe notamment un réseau international.

Un ticket gagnant

En 1997, Bertrand Bélinguier se voit proposer une opportunité qu'il ne peut refuser : la direction du PMU (Pari Mutuel Urbain). Notre homme occupe déjà des fonctions à titre personnel auprès de sociétés de courses. Mais on vient chercher aussi et surtout le dirigeant de grandes entreprises capable de relancer une structure qui cumule les handicaps : les résultats sont en baisse, l'image du jeu est vieillissante et la Française des Jeux lui taille des croupières. La situation est d'autant plus délicate que le PMU constitue la principale manne financière de la profession hippique. Organisé sous la forme d'un GIE (Groupement d'Intérêt Economique), le Pari Mutuel Urbain réunit 73 sociétés de course, dont les sociétés mères France Galop pour les courses de plat et d'obstacle et Cheval Français pour les courses de trot. 70 000 emplois directs et 250 hippodromes sont en jeu dans cette course qui s'avère finalement gagnante. En 12 ans de présidence de Bertrand Bélinguier, le PMU a augmenté son chiffre d'affaires et son résultat de 80 % au prix d'une recomposition complète de l'entreprise, sur le plan organique et stratégique. Aujourd'hui, un parieur sur trois a moins de trente-cinq ans et quatre parieurs sur dix sont des femmes. Le PMU, qui dispose de 9800 points de vente, prend également les pa-



Quelques uns des « Alumnis » entourant le président Bélinguier lors de la soirée du 8 janvier 2011 à Sciences Po Bordeaux.

ris par internet et par téléphone grâce à un outil informatique dont la capacité est égale à celle de la Bourse de New York. Enfin, le Pari Mutuel Urbain a réussi sa diversification avec l'ouverture des jeux en ligne que le PDG a préparée avant son départ à la retraite de l'entreprise en 2009. Le site pmu.fr accueille en effet des paris sportifs et a lancé son site dédié au poker, effectif depuis le 1er juillet 2010. L'ancien étudiant de Sciences Po Bordeaux n'a pas pour autant coupé les ponts avec l'industrie du jeu, puisqu'il préside notamment la Fédération française des entreprises de jeux en ligne (FFEJEL).

Retour aux sources

A l'instar d'un hippodrome, la vie prend parfois la forme d'une boucle. Aussi, quand Bertrand Bélinguier a été sollicité pour prendre la présidence de l'Association des Anciens élèves de Sciences Po Bordeaux, l'ex-étudiant n'a pas hésité. *« J'ai beaucoup reçu et il était normal que je me mette au service des générations actuelles et futures d'étudiants. Pour cela, la transmission de l'expérience et du vécu des anciens me semble essentielle. Avec tous les acteurs de l'Association, et en synergie avec l'Institut, nous allons donc multiplier ces points de rencontre car je sais que l'entrée dans la vie active n'est pas facile. Ce faisant, l'idée est d'accroître également le sentiment d'appartenance à cette école qui le mérite. Je suis impressionné par le rayonnement et la notoriété acquis aujourd'hui par Sciences Po Bordeaux. Cela donne de fait une grande valeur à son enseignement et à ses diplômés et il est normal de tout faire pour les valoriser ».*



Bertrand Bélinguier,
le nouveau président
de l'Association
des Anciens Elèves
de l'Institut.

Honorant de sa présence la première rencontre organisée, pour les Anciens élèves bordelais, à Sciences Po Bordeaux le samedi 8 janvier 2011, le tout nouveau président de « Sciences Po Bordeaux alumni » élu le 8 novembre 2010, a fait le tour des locaux, en compagnie de Vincent Hoffmann-Martinot, découvrant ainsi le bâtiment implanté sur le « campus TPG » (Talence-Pessac-Gradignan) et qu'il n'avait jamais vu. Il s'est montré extrêmement impressionné par la dimension prise par « son » école, par la qualité des services documentaires par exemple (libre accès, etc.) mais a aussi compris l'importance

d'un développement architectural prochain, indiquant combien il lui semblait impératif que l'Association des Anciens participe à cette aventure et soutienne le projet de doublement de la superficie des locaux de l'Institut.

Prochaine rencontre possible avec le président Bélinguier : lors de la grande soirée festive qui sera organisée à Paris, au printemps. Tous les détails pratiques bientôt sur le site internet de Sciences Po Bordeaux, rubrique « Sciences Po Bordeaux Alumni ». ■



Cécile Hennequin, déléguée générale et Cécile Debelleix, secrétaire générale
de « Sciences Po Bordeaux Alumni ».

L'association des anciens fait peau neuve

L'Association des Anciens élèves de Sciences Po Bordeaux a renouvelé son Conseil d'Administration et son bureau le 8 novembre dernier. Bertrand Bélinguier préside désormais la structure autour d'une nouvelle équipe dont voici les principaux membres.

Le nouveau bureau :

- Président :** Bertrand BELINGUIER (Sc Po Bdx 64)
- Vice-Président :** Eric DUCOURNAU (Sc Po Bdx 88)
- Vice-Présidente :** Laurence DELACOURT (Sc Po Bdx 91)
- Vice-Président :** Jean-Jacques ROMATET (Sc Po Bdx 72)
- Secrétaire Générale :** Cécile DEBELLEIX (Sc Po Bdx 89)
- Trésorier :** Pierre DUFAURE (Sc Po Bdx 87)
- Trésorière Adjointe :** Céline PHILIPS-HUET (Sc Po Bdx 88)

Un prochain numéro d'Extension(S) reviendra sur **Sciences Po Bordeaux Alumni**, la « nouvelle » association des « anciens » !

Olivier BARIC :

Parenthèses en République du Congo

« Quand un arbre tombe, on l'entend. Quand la forêt pousse, pas un bruit ». En s'appuyant sur ce sage proverbe africain, Sciences Po Bordeaux met aujourd'hui l'accent sur la République du Congo (ex-Congo Brazza, pour les nostalgiques de l'Empire...), pays d'Afrique centrale qui ne fait pas la une de l'actualité mais qui cherche à se développer et à prospérer. Olivier Baric, ancien étudiant de Sciences Po Bordeaux (promo 1990), en poste à l'aéroport de Brazzaville, joue pour nous les guides locaux...

Mettez-vous un instant à la place de la ménagère de moins de cinquante ans qui a du temps de cerveau disponible juste avant le journal de 20h de TF1. Que voit-elle de l'Afrique ? Qu'en Tunisie, des dizaines et des dizaines de morts ont été nécessaires pour faire tomber le pouvoir gangréné par la corruption. Qu'en Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo s'accroche à son fauteuil usé sans autre ambition que celle de durer. Qu'au Niger et ailleurs, on enlève des otages en guise de monnaie d'échange et qu'on les assassine dès qu'ils n'ont plus de valeur. Cette actualité se consomme comme un feuilleton. Rappelez-vous les épisodes précédents : les pirates des mers de Somalie, les attentats en Egypte, la guerre au Tchad, etc. Après cela, essayez d'expliquer à cette même « ménagère française » les vertus et les potentiels d'un continent qui n'est pas qu'à feu et à sang... Incorrigible histoire d'une relation compliquée entre la France et l'Afrique, entre le « Nord » et le « Sud », entre l'ancienne puissance coloniale et ses « néo-colonies ».

Et pourtant...

Le berceau de l'humanité, si cher au CEAN (Centre d'étude d'Afrique noire) devenu au 1er janvier 2011 « LAM » (Les Afriques dans le Monde), toujours Unité Mixte de Recherche Sciences Po Bordeaux - CNRS, peine à être traité différemment et intelligemment par les médias généralistes et de masse. Pourtant, des régions entières, sur le continent, cherchent à se développer, à l'image de la République du Congo (capitale Brazzaville), à ne pas confondre avec la République démocratique du Congo (capitale Kinshasa) voisine. Olivier Baric, en poste dans le premier pays (lire ci-dessous), nous explique les différences entre ces deux nations. « Tout diffère... et pourtant pas grand-chose à la fois !

La République Démocratique du Congo (RDC) est un pays immense et très peuplé avec un état faible. La République du Congo est un petit pays qui depuis la fin des conflits au début des années 2000 se pacifie et se structure. Kinshasa (RDC) est une immense métropole africaine peu sûre, Brazzaville en face, sur la rive droite du Congo, a plus l'aspect d'une paisible préfecture sans vrais problèmes de sécurité. Les deux pays sont cependant très proches : de part et d'autre du fleuve, il y a un passé commun, une cohésion ethnique, une création artistique entremêlée et des ressources naturelles abondantes qui font du bassin du Congo, un ensemble de 15 pays et de 200 millions d'âmes, l'une des régions les plus dotées de la planète ». L'essor, en Afrique peut-être plus encore qu'ailleurs, passe par des moyens de communication, mission à laquelle participe l'ancien étudiant de l'Institut. « Le pays souffre d'un déficit d'infrastructures de transports important. Brazzaville, la capitale n'est pour le moment reliée à Pointe-Noire, le centre économique du pays situé sur le littoral à 500 km, que par une piste qui n'est circulaire qu'en saison sèche. Brazzaville a par ailleurs toujours été un point de transit et de transbordement important pour la région. Le fleuve Congo et ses affluents qui acheminent hommes et marchandises venant du nord depuis des siècles, buttent en aval sur des rapides infranchissables. L'Etat s'est engagé depuis plusieurs années dans un vaste programme de mise à niveau des infrastructures dont l'aéroport de Brazzaville fait partie ». Un pays d'Afrique auquel s'intéresse la Chine, omniprésente, comme le précise Olivier Baric. « Les Chinois sont présents à tous les niveaux de l'économie congolaise : le petit commerce, la construction, l'exploitation des ressources naturelles. Ils investissent lourdement et produisent à bas coût. Comme pour beaucoup de pays

africains la Chine offre une alternative séduisante au Congo qui peut valoriser ses ressources naturelles de façon moins contraignante qu'avec n'importe quel autre pays ».

Vu de là-bas...

La République du Congo, comme beaucoup de pays africains, n'échappe cependant pas à l'actualité judiciaire avec l'affaire dite « des biens mal acquis », qui a rebondi en novembre 2010 en France. La Cour de Cassation a en effet autorisé la justice française à enquêter sur les conditions d'acquisition en France du patrimoine de trois dirigeants africains, dont Denis Sassou Nguesso, président de la République du Congo. Olivier Baric : « Cette décision a été perçue au Congo comme une atteinte à la souveraineté nationale et un front uni s'est constitué autour de son président. Il en est donc ressorti plus fort à l'intérieur du pays. Je ne suis pas convaincu que ce type d'action, dont la forte médiatisation ne semble pas servir les seuls intérêts du contribuable congolais ou des pourvoyeurs d'aides publiques, soit le meilleur moyen d'inciter les dirigeants à une meilleure gouvernance ». Un point de vue qui peut surprendre et qui n'engage que son auteur naturellement... Celui-ci ajoute : « Au Congo, je suis surtout soucieux d'écouter plutôt que de parler afin de développer une compréhension personnelle, aussi complète et précise que possible de la réalité du pays dans lequel je réside » précise l'expatrié, qui vit douloureusement les événements en Côte d'Ivoire. « Je crois que l'inquiétude est le sentiment dominant car tous les Africains perçoivent le risque que représente un affaiblissement de la Côte d'Ivoire pour tout le continent. Personnellement j'éprouve beaucoup de tristesse car c'est un pays formidable... ».

Olivier BARIC. Directeur Général de la concession en charge de la réalisation de la nouvelle aérogare de Brazzaville, Olivier Baric est un spécialiste du « pilotage » d'aéroports, fonction qu'il occupait précédemment à Chypre et encore avant en Polynésie Française. Diplômé de Sciences Po Bordeaux (1990) et d'un Mastère en management public, il a acquis des certificats professionnels spécialisés par la formation continue. En poste, dans le passé à l'aéroport d'Abidjan, il connaît bien l'Afrique. Olivier Baric est également depuis 2009 Conseiller du Commerce Extérieur de la France.